
TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS	V
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE LES SOURCES DU DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL	13
TITRE 1 LES SOURCES D'ORIGINE PUBLIQUE	15
CHAPITRE 1 Les sources étatiques	16
SECTION 1 LE DROIT ÉTATIQUE	16
§ 1. Les méthodes de désignation du droit applicable	17
A. La méthode des conflits de lois	17
B. La méthode des règles matérielles de droit international privé	18
§ 2. L'ordre public et les règles impératives	21
SECTION 2 LE DROIT INTERÉTATIQUE	23
CHAPITRE 2 Le droit mondial : l'Organisation mondiale du commerce	27
SECTION 1 LES ASPECTS INSTITUTIONNELS	30
§ 1. Les organes de gouvernance et de gestion	30
A. La conférence ministérielle, les Conseils et Comités	30

B. Le secrétariat, le directeur général et les autres organes de gestion	33
§ 2. Le mécanisme de règlement des différends	33
A. Présentation générale	33
B. Le fonctionnement	35
C. Appréciation globale	39
SECTION 2 LES RÈGLES SUBSTANTIELLES	41
§ 1. Les règles relatives au commerce des marchandises	41
A. Les principes directeurs	42
B. Mesures mises en œuvre	44
§ 2. Les règles relatives au commerce des services (AGCS)	52
A. Les dispositions communes à tous les membres	52
B. Les engagements spécifiques	55
§ 3. Les règles relatives aux droits de propriété intellectuelle (ADPIC)	56
TITRE 2 LA LEX MERCATORIA	59
CHAPITRE 1 L'existence de la <i>lex mercatoria</i>	60
SECTION 1 LES TERMES DU DÉBAT SUR LA <i>LEX MERCATORIA</i>	61
§ 1. Le débat doctrinal	61
§ 2. L'issue jurisprudentielle	63
SECTION 2 LA SYNTHÈSE DU DÉBAT SUR LA <i>LEX MERCATORIA</i>	67
CHAPITRE 2 Le contenu de la <i>lex mercatoria</i>	70
SECTION 1 LES USAGES DU COMMERCE INTERNATIONAL	70
§ 1. Définition	71
§ 2. Typologie	72
SECTION 2 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL	74
§ 1. Sources	74
§ 2. Typologie	78

DEUXIÈME PARTIE LES OPÉRATEURS DU COMMERCE INTERNATIONAL	85
TITRE 1 LES OPÉRATEURS PRIVÉS	87
CHAPITRE 1 Les sociétés	88
SECTION 1 LA NATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS	89
§ 1. La notion de nationalité des sociétés	89
§ 2. Les critères de la nationalité des sociétés	90
A. Les critères rejetés	91
B. Les critères retenus	92
C. La nationalité des sociétés et le droit de l'Union européenne	94
§ 3. Les sociétés supranationales	97
SECTION 2 LA CONDITION DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE	97
§ 1. La reconnaissance des sociétés étrangères	98
§ 2. L'exercice de l'activité des sociétés étrangères en France	99
SECTION 3 LES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE SOCIÉTÉS	100
§ 1. La détermination de la loi applicable	101
§ 2. Le domaine de la loi applicable	102
A. La vocation générale de la <i>lex societatis</i>	102
B. La compétence d'une autre loi que la <i>lex societatis</i>	107
SECTION 4 LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS	112
§ 1. Le transfert de siège social	113
§ 2. Le changement involontaire de nationalité : la mutation de souveraineté	116
CHAPITRE 2 Les groupements de sociétés	118
SECTION 1 LES GROUPES INTERNATIONAUX DE SOCIÉTÉS	119
§ 1. La notion de groupe international de sociétés	119
§ 2. Le rejet de la conception unitaire dans la mise en œuvre de la méthode conflictuelle	122
§ 3. Les tentatives d'élaboration d'un droit uniforme	124
SECTION 2 LES JOINT-VENTURES	125

CHAPITRE 3 Les faillites internationales	128
SECTION 1 LE DROIT COMMUN DES FAILLITES INTERNATIONALES	129
§ 1. La compétence juridictionnelle	130
§ 2. L'autorité du jugement étranger d'ouverture de la faillite	134
§ 3. La loi applicable à la faillite	135
SECTION 2 LES RÈGLES DE CONFLIT UNIFORMES ET LES RÈGLES MATÉRIELLES ISSUES DU RÈGLEMENT EUROPÉEN DU 29 MAI 2000	136
§ 1. Le champ d'application du règlement européen du 29 mai 2000	138
§ 2. La compétence juridictionnelle dans le règlement européen du 29 mai 2000	139
§ 3. La compétence législative dans le règlement européen du 29 mai 2000	142
CHAPITRE 4 Le droit international de la concurrence	144
TITRE 2 LES ÉTATS	151
CHAPITRE 1 Les immunités des États	152
SECTION 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES	152
§ 1. La source des immunités	153
§ 2. Le régime procédural des immunités	154
SECTION 2 LES CONDITIONS DES IMMUNITÉS	155
§ 1. L'immunité de juridiction	155
§ 2. L'immunité d'exécution	157
CHAPITRE 2 Les contrats d'État	159
SECTION 1 L'ORDRE JURIDIQUE DE RÉFÉRENCE	160
SECTION 2 LES CLAUSES GÉNÉRALEMENT STIPULÉES	161

CHAPITRE 3 Le droit substantiel de l'investissement international	164
SECTION 1 GÉNÉRALITÉS SUR LE DROIT DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX	164
SECTION 2 LE CONTENU DU DROIT DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX	167
TROISIÈME PARTIE LES OPÉRATIONS DU COMMERCE INTERNATIONAL	171
TITRE 1 LES CONTRATS DU COMMERCE INTERNATIONAL	173
CHAPITRE 1 Le droit général du contrat international	174
SECTION 1 GÉNÉRALITÉS SUR LE CONTRAT INTERNATIONAL	174
§ 1. La qualification de contrat international	175
§ 2. L'élaboration du contrat international	177
§ 3. Les clauses usuelles du contrat international	180
SECTION 2 LA LOI APPLICABLE AU CONTRAT INTERNATIONAL	188
§ 1. Les méthodes de détermination de la loi applicable	191
A. La règle de conflit générale	192
B. Les règles de conflit spéciales	201
§ 2. Le domaine de la loi applicable	207
A. La formation du contrat	207
B. Les effets du contrat	211
§ 3. La place des lois de police	213
A. Les lois de police du for	214
B. Les lois de police étrangères	217
CHAPITRE 2 Le droit spécial du contrat international	221
SECTION 1 LES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES BIENS	221
§ 1. Le contrat de vente internationale	222
A. Les règles de conflit en matière de vente internationale	222
B. Le droit matériel de la vente internationale : la Convention de Vienne du 11 avril 1980	223
C. Les Incoterms	245

§ 2. Les contrats portant sur des droits de propriété intellectuelle	247
A. L'intérêt des contrats portant sur des droits de propriété intellectuelle dans le commerce international	248
B. Typologie des contrats	249
C. La loi applicable aux contrats portant sur des droits de propriété intellectuelle	254
SECTION 2 LES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SERVICES	259
§ 1. Les opérations de transport	259
A. Le transport routier	261
B. Le transport ferroviaire	266
C. Le transport aérien	268
D. Le transport maritime	271
E. Le transport multimodal	279
§ 2. Les opérations d'intermédiaire	280
A. Le contrat de sponsor	283
B. Le contrat de courtage	284
C. Le contrat d'agence commerciale	285
D. Le contrat de commission	289
E. Les contrats de distribution	291
§ 3. Les opérations de construction	299
A. Le contrat international de construction	299
B. La sous-traitance internationale	305
SECTION 3 LES CONTRATS DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE	308
§ 1. Les notions de commerce électronique et de contrats du commerce électronique	309
§ 2. Les sources du droit du contrat du commerce électronique international	310
§ 3. Le droit applicable au contrat électronique international	314
SECTION 4 LES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	320
§ 1. Le principe de liberté	320
§ 2. Les limites	322

TITRE 2 LA MAÎTRISE DES RISQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL	325
CHAPITRE 1 Les assurances internationales	326
SECTION 1 L'ASSURANCE-CRÉDIT DES RISQUES À L'EXPORTATION	329
§ 1. Les risques couverts par la COFACE dans le cadre de l'assurance-crédit	330
§ 2. Les principes gouvernant l'assurance-crédit de la COFACE.	331
SECTION 2 LES CONFLITS DE LOIS DANS LE DOMAINE DE L'ASSURANCE	332
CHAPITRE 2 Les garanties du commerce international	337
SECTION 1 LA GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE	337
§ 1. La diversité des garanties à première demande	339
§ 2. Le droit applicable aux garanties à première demande	341
§ 3. Le régime des garanties à première demande	344
A. La formation	344
B. L'appel de la garantie	345
C. L'extinction et la prorogation	347
D. La contre-garantie	348
SECTION 2 LE CRÉDIT DOCUMENTAIRE	349
§ 1. La diversité des crédits documentaires	351
§ 2. Le droit applicable aux crédits documentaires	352
§ 3. Le régime des crédits documentaires	354
A. L'ouverture du crédit documentaire	355
B. La réalisation du crédit documentaire	357
SECTION 3 LE CRÉDIT-BAIL INTERNATIONAL	362
§ 1. Les conflits de lois en matière de crédit-bail	364
A. Les rapports entre crédit-bailleur et crédit-preneur	364
B. Les rapports entre crédit-bailleur et fournisseur	364
§ 2. Le droit matériel unifié : la Convention d'Ottawa du 28 mai 1988	365
A. Le champ d'application de la Convention	366
B. Le contenu des règles matérielles	367
SECTION 4 LES CRÉDITS ET LE FINANCEMENT DE PROJET	369
§ 1. Les crédits fournisseurs	371
A. Les crédits de préfinancement	371

B. Les crédits de mobilisation des créances nées sur l'étranger	372
§ 2. Les crédits acheteurs	373
A. La formation du crédit	374
B. L'exécution du crédit	375
§ 3. Les financements de projet	377
SECTION 5 L'AFFACTURAGE INTERNATIONAL	378
§ 1. Les conflits de lois	380
A. Les relations entre factor et adhérent	380
B. Les relations entre factor et débiteur cédé	381
C. L'opposabilité aux tiers	382
§ 2. Le droit matériel unifié : la Convention d'Ottawa du 28 mai 1988	382
A. Le champ d'application de la Convention	383
B. Le contenu des règles matérielles	384
SECTION 6 LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA CESSION DE CRÉANCES DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL DU 12 DÉCEMBRE 2001	386
§ 1. Le champ d'application de la Convention	387
§ 2. Le contenu des règles matérielles et des règles de conflit	388
A. Les rapports entre le cédant et le cessionnaire	389
B. La situation du débiteur cédé	390
C. L'opposabilité de la cession	391
CHAPITRE 3 Le paiement international	393
SECTION 1 LA MONNAIE ET LE RISQUE DE CHANGE	394
§ 1. La monnaie dans le paiement	394
§ 2. Le risque de change	396
SECTION 2 LE DROIT APPLICABLE AUX PAIEMENTS INTERNATIONAUX	397
§ 1. Le chèque, la lettre de change et le billet à ordre	397
§ 2. Le virement international	399
SECTION 3 LES PAIEMENTS PARTICULIERS AU COMMERCE INTERNATIONAL	401

QUATRIÈME PARTIE L'ARBITRAGE DU COMMERCE INTERNATIONAL	405
TITRE 1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL	407
CHAPITRE 1 La notion d'arbitrage commercial international	408
SECTION 1 LA NOTION D'ARBITRAGE	409
§ 1. Les critères de définition	409
§ 2. La distinction avec des notions voisines	410
§ 3. Arbitrage institutionnel et arbitrage <i>ad hoc</i>	411
SECTION 2 LA NOTION D'INTERNATIONALITÉ	412
CHAPITRE 2 Les sources de l'arbitrage commercial international	415
SECTION 1 LES SOURCES PUBLIQUES	415
§ 1. Les sources nationales	415
§ 2. Les sources internationales	416
SECTION 2 LES SOURCES PRIVÉES	418
CHAPITRE 3 Les avantages et les inconvénients de l'arbitrage commercial international	419
SECTION 1 LES AVANTAGES	419
SECTION 2 LES INCONVÉNIENTS	421
TITRE 2 LA CONVENTION D'ARBITRAGE	423
CHAPITRE 1 La formation de la convention d'arbitrage	424
SECTION 1 LE PRINCIPE DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION D'ARBITRAGE	424
SECTION 2 LES CONDITIONS DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION D'ARBITRAGE	427
§ 1. L'exigence du consentement	428
§ 2. La capacité et le pouvoir de compromettre	429
§ 3. L'aptitude à compromettre des personnes morales de droit public	430

§ 4. L'arbitrabilité du litige	433
A. Les traits généraux de l'arbitrabilité	433
B. Illustrations	435
§ 5. La forme de la convention d'arbitrage	439
CHAPITRE 2 Les effets de la convention d'arbitrage	442
SECTION 1 LES EFFETS ENTRE LES PARTIES	442
§ 1. L'effet positif	443
§ 2. L'effet négatif	444
SECTION 2 EXTENSION ET TRANSMISSION DE LA CONVENTION D'ARBITRAGE	447
§ 1. L'extension	448
§ 2. La transmission	450
TITRE 3 LA PROCÉDURE D'ARBITRAGE	453
CHAPITRE 1 Le tribunal arbitral	454
SECTION 1 LA CONSTITUTION DU TRIBUNAL ARBITRAL	454
§ 1. La constitution du tribunal arbitral sans incident	455
§ 2. La constitution du tribunal arbitral avec incident	456
SECTION 2 LE STATUT DE L'ARBITRE	459
§ 1. L'arbitre juge	459
§ 2. L'arbitre prestataire de services	461
CHAPITRE 2 L'instance arbitrale	464
SECTION 1 LE DROIT APPLICABLE À LA PROCÉDURE	464
SECTION 2 LE DÉROULEMENT DE L'INSTANCE ARBITRALE	467
TITRE 4 LA SENTENCE ARBITRALE	473
CHAPITRE 1 Le droit applicable au fond du litige	474
SECTION 1 LA DÉTERMINATION DES RÈGLES DE DROIT APPLICABLES	475
§ 1. Le choix par les parties	475
§ 2. La détermination par les arbitres	476

SECTION 2 LA LIMITE DE L'ORDRE PUBLIC	478
SECTION 3 L'AMIABLE COMPOSITION	480
CHAPITRE 2 La reddition de la sentence arbitrale	482
SECTION 1 LA NOTION DE SENTENCE	482
SECTION 2 L'ÉLABORATION DE LA SENTENCE	484
§ 1. Le délibéré	484
§ 2. La forme de la sentence	485
SECTION 3 LES EFFETS DE LA SENTENCE	486
§ 1. L'autorité de la chose jugée	487
§ 2. Le dessaisissement des arbitres	488
CHAPITRE 3 Le contrôle de la sentence	489
SECTION 1 LES MODALITÉS DU CONTRÔLE	489
§ 1. La reconnaissance et l'exequatur	490
§ 2. Le recours en annulation	493
SECTION 2 LES ÉLÉMENTS DU CONTRÔLE	496
§ 1. Observations générales	497
§ 2. Les griefs recevables à l'encontre de la sentence	499
A. Le tribunal arbitral s'est déclaré à tort compétent ou incompétent (article 1520-1° CPC)	500
B. Le tribunal arbitral a été irrégulièrement constitué (article 1520-2° CPC)	500
C. Le tribunal arbitral a statué sans se conformer à la mission qui lui avait été confiée (article 1520-3° CPC)	501
D. Le principe de la contradiction n'a pas été respecté (article 1520-4° CPC)	502
E. La sentence est contraire à l'ordre public international (article 1520-5° CPC)	503
INDEX ALPHABÉTIQUE	507